

travailler; mais ils veulent aussi des emplois sûrs, productifs et satisfaisants. Ces emplois devront venir d'un secteur privé fort et dynamique.

Il y a dix mois, le gouvernement proposait le programme des 6 et 5 p. 100. Les Canadiens étaient invités à participer à un effort national de réduction de l'inflation. Cet effort a produit des résultats plus vite que la plupart ne l'avaient escompté. Des millions de Canadiens ont participé à cet effort national par la limitation à 6 p. 100 en 1983 de leurs hausses de salaires ou de l'indexation de leurs allocations familiales ou de leurs pensions. Ils constateront que leur pouvoir d'achat ne diminuera guère ou pas du tout au cours de ces deux années. En fait, ils s'en tireront mieux que beaucoup de Canadiens dont le revenu aura augmenté de bien moins de 6 p. 100 par suite de la récession. Dans l'esprit du programme des 6 et 5 p. 100, je demande ce soir aux Canadiens de participer à un effort collectif pour consolider l'économie canadienne.

[Français]

LE DÉFICIT

J'ai dit plusieurs fois ce soir que le gouvernement ne pouvait à lui seul amener une reprise durable. Il est cependant un domaine où il doit agir lui-même et d'une manière responsable pour favoriser une croissance satisfaisante à moyen terme. Il s'agit de la gestion du déficit fédéral et des besoins financiers du gouvernement.

Quand j'ai fait rapport à la Chambre en février, j'ai donné des estimations du déficit et des besoins financiers pour 1982-1983. Depuis février, il est apparu que les dépenses ont été d'environ 300 millions de dollars plus faibles que prévu et les recettes plus élevées de près de 1.7 milliard de dollars. C'est un signe supplémentaire de l'amorce de la reprise. Les chiffres définitifs du dernier exercice ne seront pas connus avant un certain temps, mais j'estime maintenant que le déficit de 1982-1983 sera d'environ 2 milliards de dollars plus faible qu'il était prévu il y a deux mois, soit à peu près 25.3 milliards de dollars. Les besoins financiers seront d'environ 23.5 milliards de dollars.

Les causes du déficit élevé de l'an dernier sont bien connues. L'ampleur de la récession a gonflé sensiblement les dépenses publiques, principalement pour aider les Canadiens les plus touchés par la récession. Simultanément, les recettes fédérales n'ont augmenté que de 1.5 p. 100. Le déficit a marqué une hausse considérable, mais son financement n'a pas poussé les taux d'intérêt à la hausse. En fait, ces derniers ont connu une chute spectaculaire au cours de l'année 1982.

Le niveau atteint par le déficit signifie qu'il faudra inévitablement un certain temps pour le réduire. En fait, comme je l'ai indiqué précédemment, étant donné que la reprise sera modérée, que le chômage restera élevé et que les prix du pétrole ont chuté à l'étranger et diminueront au Canada, le déficit aurait été plus élevé cette année que l'an dernier même sans les mesures annoncées dans ce budget. Toutes les mesures que j'ai annoncées ce soir auront pour effet direct d'augmenter

le déficit de 1.9 milliard de dollars, le portant à 31.3 milliards de dollars pour l'exercice en cours.

Les besoins financiers, qui donnent une meilleure idée des tensions que le gouvernement fédéral impose aux marchés financiers, s'accroîtront moins que le déficit. Ils devraient atteindre 26.7 milliards de dollars, soit environ 3 milliards de dollars de plus que l'an dernier. Je ne doute pas que ces besoins puissent être financés cette année sans entraîner de pressions à la hausse sur les taux d'intérêt ni compromettre la reprise économique. Les investissements privés resteront faibles et les taux d'épargne élevés en 1983.

A moyen terme cependant, le problème du déficit est plus difficile. En l'absence de nouvelles mesures maintenant, le déficit aurait diminué après l'année en cours, mais très lentement. Les besoins d'emprunt du gouvernement baisseraient plus vite, mais seraient encore élevés en 1986-1987.

[Traduction]

Il est important que les Canadiens comprennent comment le déficit a pris naissance, comment il faut l'interpréter et quelles sont ses répercussions pour l'économie. J'ai constaté lors de mes consultations avec les Canadiens que l'ampleur des déficits futurs suscitait beaucoup de préoccupations légitimes, que je partage d'ailleurs. J'ai aussi été frappé par la complexité des questions en jeu et la nécessité d'une approche raisonnée. C'est pourquoi je déposerai avec le budget ce soir un document intitulé *Le déficit fédéral remis en perspective*, en espérant qu'il apportera une contribution utile au débat que continue de susciter cette importante question.

Ce document note quatre constatations importantes. J'invite l'opposition à en prendre connaissance.

En premier lieu, le déficit fédéral au cours de la deuxième moitié des années 70 n'était pas dû à une croissance effrénée des dépenses. Il provenait en grande partie d'une série de réductions d'impôt instaurées dans le but de stimuler l'économie.

En second lieu, l'effet du déficit fédéral sur les marchés financiers et les taux d'intérêt ne peut être envisagé isolément. De 1975 à l'an dernier, les autres administrations publiques au Canada ont enregistré un excédent global, dans le cadre des comptes nationaux, ce qui a contribué à compenser les besoins d'emprunt du gouvernement fédéral.

En troisième lieu, le déficit dit structurel, calculé en tenant compte de l'effet des cycles économiques sur les recettes et les dépenses fédérales, a diminué constamment pour passer de 4.3 p. 100 du PNB en 1978 à 1.8 p. 100 en 1981. Il a augmenté en 1982, mais redescendra à moyen terme.

En quatrième lieu, étant donné que l'inflation fausse les résultats comptables pour les administrations publiques comme pour le secteur privé, la dette nationale a moins augmenté en valeur réelle que ne l'indiquent les chiffres du déficit. Cela a des conséquences importantes pour la capacité du gouvernement de financer son déficit sans exercer des pressions sur les taux d'intérêt.